POLITIQUE INTERNATIONALE

Migration: L'UE rame à définir une position

• De bonnes intentions, pas de concret

• L'Union propose une coopération avec les pays d'origine et de transit

TROP de déclarations d'intentions et peu de décisions concrètes. Voici en substance les conclusions du conseil européen sur la migration. D'emblée, le conseil souligne la «nécessité d'une politique extérieure, globale, active et géographiquement équilibrée en matière d'émigration». Il propose également une approche, plus large en ce qui concerne la politique étrangère, en renforçant la coopération avec les pays d'origine et de transit des immigrés. L'allusion est faite donc ici, aux pays sud-méditerranéens dont le Maroc. Seulement, les instruments de cette coopération ne semblent pas encore être définis. Bien sûr la dernière session du Conseil se réfère aux conclusions de la précédente réunion te-

nue les 25 et 26 juin derniers. Et, il se félicite également des bons préparatifs du sommet de la Valette prévu les 11 et 12 novembre prochains. Faut-il s'attendre à des boulever-

un traitement acceptable de la problématique. A commencer par la reconsidération de l'opération de surveillance navale des frontières maritimes (Triton). Celle-ci avait

à les répartir de façon équitable dans les pays membres. Une idée qui dénotait la conscience communautaire et une réelle volonté d'y faire face de manière commune.

Face à une situation «qui empire, (35.000 personnes qui ont traversé la Méditerranée depuis le début de l'année avec au moins 1.600 morts), les responsables européens devraient mettre fin à dix ans de tergiversations», constate le Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU. C'est un «devoir moral», avait déclaré, la diplomate en chef de l'UE, Federica Mogherini. Les réponses des vingt-huit, réunis à Bruxelles en sommet extraordinaire n'ont pas réussi à convaincre ni les humanitaires ni une partie du corps politique. Les dirigeants de l'UE se sont en effet, entendus sur la base d'un compromis minima, qui devait seulement permettre de renforcer les opérations de surveillance maritime. □

Y. E.

Compromis sans résultat

EN l'état actuel des choses, les problèmes cruciaux restent en suspens. Malgré le compromis sur les missions de surveillance, dont les dérives et les lacunes sont connues, rien n'a effectivement évolué. Les réseaux de passeurs supposés être identifiés, selon les propos du ministre italien de la Défense, restent actifs. Il est même à craindre que ces réseaux affinent leurs méthodes. Ils ont sûrement été fixés sur les risques qui les guettent. En outre, par définition l'immigration illégale est «indénombrable». Elle concerne un million de personnes en France et un peu plus en Italie. Cependant, la Commission européenne l'évalue à plus de 10 millions pour l'ensemble de l'Union. Ce qui est sûr, c'est que le phénomène génère des effets pervers même sur l'émigration légale, en faisant obstacle à l'intégration des étrangers en situation régulière. □

sements spectaculaires de la situation? La question reste posée, dans la mesure où les réunions produisent les mêmes conclusions.

Déjà, le 23 avril dernier, les dirigeants de l'Union européenne ont tenu une réunion consacrée à la crise de l'émigration en Méditerranée. L'enjeu était de s'entendre sur

remplacé, fin 2014 l'opération Mare Natrum conduite par la marine italienne. Un plan mettait en avance la lutte, selon toutes les formes, contre les réseaux organisés des passeurs.

L'UE avait examiné un projet-pilote consistant à accueillir 5.000 Syriens et

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com